Jacques Dofny (1923-1994)

Directeur du Département de sociologie
de l'Université de Montréal

1978

“Pour un mouvement socialiste”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Jacques Dofny, "Pour un mouvement socialiste". Un article publié dans l'ouvrage collectif sous la direction de Jean-François Léonard, La chance au coureur. Bilan de l'action du gouvernement du Parti québécois, "6e partie : Bilan politique du Gouvernement du P.Q. et perspectives", pp. 221-229. Montréal : Éditions Nouvelle Optique, 1978, 253 pp. Collection : Matériaux.

[Communication faite les 15 et 16 novembre 1977 au colloque "Un an après. Bilan de l'action du gouvernement du Parti Québécois". Organisé par la Société Canadienne de Science Politique et l'Association Canadienne des Sociologues et Anthropologues de langue française, ce colloque réunissait des universitaires, des journalistes, des syndicalistes, et se proposait de porter un jugement critique sur la gouverne du Parti Québécois.]

M. Jacques Dofny était, au moment de la publication originale de cet article professeur du département de sociologie de l'Université de Montréal.

Mme Céline Saint-Pierre, sociologue à INRS-urbanisation, de l'Université du Québec, nous a obtenu, le 29 décembre 2003, de Mme Jacques Dofny, l'autorisation de diffuser la totalité de l'œuvre de son défunt mari. Une immense reconnaissance à Mme Saint-Pierre d'avoir rendu ce projet de diffusion de l'œuvre de l'un des pionniers de la sociologie au Québec possible.

Courriel : Celine.Saint-Pierre@INRS-UCS.Uquebec.Ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 6 novembre 2004 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Jacques Dofny (1978)

“Pour un mouvement socialiste”.

Un article publié dans l'ouvrage collectif sous la direction de Jean-François Léonard, *La chance au coureur. Bilan de l'action du gouvernement du Parti québécois, “6e partie : Bilan politique du Gouvernement du P.Q. et perspectives”*, pp. 221-229. Montréal : Éditions Nouvelle Optique, 1978, 253 pp. Collection : Matériaux.

[Communication faite les 15 et 16 novembre 1977 au colloque "Un an après. Bilan de l'action du gouvernement du Parti Québécois". Organisé par la Société Canadienne de Science Politique et l'Association Canadienne des Sociologues et Anthropologues de langue française, ce colloque réunissait des universitaires, des journalistes, des syndicalistes, et se proposait de porter un jugement critique sur la gouverne du Parti Québécois.]

Je n'ai pas l'intention de faire un bilan de l'action du PQ vu que cinq ateliers viennent d'y être consacrés. Il me paraît plus utile d'exprimer mon opinion quant à ce qu'il faut faire. Cependant, mes options ne prennent leur sens qu'à travers la vision que je me fais du PQ, ce qu'il est, et son action depuis un an.

Depuis la chute du Duplessisme, on a vu apparaître un courant modernisateur, celui de la révolution tranquille. Il accompagnait l'affaïssement de l'idéologie catholique, d'une certaine bourgeoisie qui la portait, d'institutions scolaires qui la diffusaient. La mobilité sociale et géographique était forte, la classe ouvrière renforçait ses organisations. Mais la modernisation et la croissance économique du Québec, après avoir renversé ces obstacles rencontraient celui des entraves qu'imposaient la présence coloniale des canadiens anglais du Québec et les structures du pouvoir politique fédéral. Les artistes et les jeunes s'en occupèrent avec des chansons et des grenades. On réclamait l'indépendance.

Il y avait deux courants qui s'affirmaient en même temps : la contestation du pouvoir économique par la classe ouvrière et la contestation du pouvoir politique par les classes moyennes. A cette dernière se raccrochait plus nettement la revendication culturelle centrée sur le thème linguistique. Les deux courants s'exprimèrent dans le R.I.N., le M.L.P. et le P.S.Q. Lorsque René Lévesque, entraînant avec lui des éléments du parti libéral, fonda son mouvement, il fit alliance avec le R.I.N. et accepta son radicalisme indépendantiste. Il se garda bien de conclure une telle alliance avec les forces ouvrières organisées. Il acceptait leur soutien mais sans aucun engagement à leur égard ; il rejetait, bien entendu, tout véritable socialisme.

Le PQ construisit donc un programme indépendantiste jusqu'au bout et modérément social démocrate. Mais après les deux échecs électoraux de 72 et 74, et alors que se posait même le maintien ou le retrait de R. Lévesque à la tête du PQ, les forces libérales qui contrôlaient de plus en plus l'appareil du PQ se mirent à fabriquer des solutions de rechange. Puisque la porte électorale était étroite, on se ferait plus petit et moins exigeant. Cela nous valut la substitution du référendum à l'indépendance, ce qui paraissait à beaucoup une stratégie imprudente sinon très dangereuse. La force du PQ avait résidé dans sa détermination, sa faiblesse apparaissait dans ses tergiversations. Le PQ avait bien compris que 7 ans de pouvoir et la grande crise inflationniste avait usé les artères du parti libéral et qu'un arrêt du soutien électoral était prévisible. Il organisa donc sa campagne selon un modèle très « low profile », à la Carter, promettant plus de transparence que de substance. Il était déjà loin de l'indépendance et de mesures social-démocrates. L'ambiguïté fut à son comble lorsqu'on constata que la même population qui avait mis le PQ au pouvoir ne favorisait l'indépendance que faiblement. Lorsque les lampions du soir du 15 novembre se furent éteints, on se retrouva, en très peu de temps, avec la formule de souveraineté-association et une demi assurance-auto-moblie.

L'argument du PQ est qu'il faut disposer du pouvoir pour convaincre le peuple que ce gouvernement est capable de bien gérer le Québec et donc d'aborder l'indépendance sans crainte de risques, c'est-à-dire sans qu'on y perde rien, mais qu'avec le temps on y gagne. Entre temps, il faut gérer la crise et plaire à tout le monde... ou presque. Et d'abord aux financiers américains, aux petites et moyennes entreprises, aux grandes avec leurs quartiers généraux transférables, aux groupements et associations divers du Québec et même à la vieille et/ou jeune garde Duplessiste. Alors s'installa le désenchantement.

Pourtant on peut analyser la stratégie du PQ d'un oeil moins sévère et lui reconnaître le mérite de s'efforcer d'assainir les finances, de gérer les affaires publiques dans le cadre confédéral tel qu'il est et de faire ainsi la démonstration la plus honnête et la plus convaincante que dans ce cadre précisément

le Québec ne peut survivre et s'épanouir. Mais la démonstration peut-elle être convaincante ? À partir du moment où l'on accepte les règles du jeu choisies par un adversaire beaucoup plus puissant, les chances de gagner ne sont pas très grandes.

Nul ne contestera que le PQ a été plus loin que tous les autres gouvernements du Québec dans sa tentative de régler le problème linguistique. Mais celui-ci est l'expression d'un rapport de forces sociales et économiques. Ce serait une illusion de croire qu'une loi seule va changer ce rapport de forces.

* * *

Et les travailleurs qu'ont-il gagné jusqu'à présent ? Sans aucun doute une augmentation de leur salaire de base, un programme énergique visant la protection de la santé des travailleurs, un projet de loi modifiant certaines dispositions du code de travail, mais non la refonte profonde et sérieuse de ce code, qu'elles escomptaient. Et encore, alors que le Ministre du Travail, quant à lui, a déclaré en présentant son projet qu'il ne passerait pas en commission, devant la contre offensive patronale le gouvernement n'acceptera-t-il pas des amendements... Comme dans presque toutes les réformes proposées le gouvernement semble craintif. Il manifeste trop souvent la crainte que lui inspirent ses adversaires, ce qui est la pire des stratégies, particulièrement si on n'est pas le plus fort.

Les centrales ont déposé leurs cahiers de revendication dès janvier. Elles les ont renouvelées lors du sommet économique. Certes, leurs positions ne sont pas unanimes. La CSN, beaucoup plus que la FTQ, se montre réservée et critique à l'égard du PQ. La FTQ, et en tout cas la Fédération de la métallurgie, apprécie bien plus le « préjugé favorable ». Mais il est évident que dans aucune des trois centrales, la base, pas plus que les appareils, n'accepteront très longtemps les effets durs et prolongés de la crise.

Le PQ va sans doute continuer à étudier et préparer des dossiers, à esquisser des réformes très partielles, à explorer les marges de manœuvre dont il dispose dans le cadre de la stratégie qu'il a choisie. On sait déjà qu'elles sont minces.

Alors se pose pour les forces laborieuses le très sérieux « que faire ». Il faut d'abord reconnaître qu'en effet les marges de manœuvre sont limitées, mais peut-être moins étroites que le Ministre des Finances ne cesse de nous l'inculquer. Un gouvernement qui manifesterait plus de détermination à appliquer son propre programme inspirerait plus de respect à ses adversaires et plus d'enthousiasme chez ses membres. Or, le PQ est en train de perdre l'un et l'autre. La politique n'est pas seulement affaire de gros sous et de comptes

bien balancés, c'est aussi une question de volonté populaire. Il y a dans le discours que le PQ tient aux Québécois et aux Québécoises un paternalisme décourageant. Non seulement on leur explique tout le temps que les dossiers sont compliqués, mais on les traite comme des peureux incapables de prendre aucun risque ou d'accepter aucun sacrifice. On n'a jamais libéré un peuple en lui promettant des sucettes ou en l'installant dans un fauteuil devant la télévision.

Le gouvernement péquiste semble composé d'hommes qui n'ont pas vu se manifester dans le monde depuis des décennies de très multiples exemples de peuple déployant leurs ressources d'énergie, de courage, de sacrifices, de détermination pour conquérir leur liberté. Or, c'est cela même qui constitue la plus grande arme des québécois dans leurs luttes et leurs négociations. Mais encore faut-il qu'on y fasse appel.

Le grand match fédéral-provincial dans lequel on nous a replongés suscitera-t-il la détermination d'un peuple, ou lui donnera-t-il une fois de plus le sentiment que c'est l'affaire des spécialistes, que ce n'est pas son affaire. Lorsque les militants du PQ obtiennent lors du dernier Congrès un vote majoritaire sur la liberté de l'avortement, le non immédiat et très sec de René Lévesque, en a convaincu beaucoup qu'il faudra aller discuter de cela ailleurs. De nationalisation des compagnies de finance, il faudra aussi aller parler ailleurs. De la reprise de la quasi-totalité de nos richesses naturelles, il faudra aller parler ailleurs. Il faudra aller parler ailleurs du contrôle des entreprises par les travailleurs et il faudra aller parler ailleurs de l'aide que les syndicats voudraient apporter à la création d'un parti socialiste.

* * *

Et bien, parlons-en ici. Quelque soit le scénario qu'on envisage quant à l'avenir du PQ, on se retrouve toujours devant l'urgente nécessité de créer un mouvement socialiste.

Empêtré dans le jeu du capitalisme et de la démocratie bourgeoise, coincé par la crise économique, le PQ risque fort de voir retomber la vague qui l'a porté au pouvoir. Pour éviter le pire, il doit aller chercher du fédéral le plus qu'il peut, inscrivant ainsi dangereusement dans les faits, et aux yeux de l'opinion la légitimité même du pouvoir qu'il conteste. Le fédéral l'a bien compris et y a retrouvé une superbe qu'on l'avait vu perdre au lendemain du 15 novembre.

L'opposition au Québec peut se faire plus pressante, plus attrayante aussi, qu'elle soit libérale, unioniste ou créditiste. Formeront-ils un front commun comme le leur suggère R. Biron. Et si le résultat du référendum tombe trop

court que restera-t-il des espoirs d'indépendance du Québec ? Le PQ est revenu à la formule d'états associés parce que cette solution est inscrite dans la géopolitique et dans l'histoire ¹. Mais y arrivera-t-on et dans quelles conditions ? Et pour en faire quoi ? Ou restera-t-on enfermés dans le vieux carcan de 1867. Si l'on allait dans ce sens, on se trouverait dangereusement placé entre deux branches d'une alternative : un régime néo-duplessiste perpétuant le combat nationaliste sur des lignes de plus en plus conservatrices, ou bien une violence qui surgirait d'une population excédée de tant d'injustices si longtemps supportées et d'atermoiements à n'en plus finir.

Que le régime fédéral et libéral reprenne sa place et les générations formées depuis 1960 et qui représentent aujourd'hui la population de 18 à 35 ans ne se satisferaient plus de la vieille alternance des bleus et des rouges. Le monde entier glisse progressivement à gauche déclarait, il y a peu René Lévesque. Le Québec n'y échappera pas, en effet.

Il y a donc une nécessité de créer une force socialiste et il y a une population croissante qui y aspire dans les organisations syndicales en premier lieu. Mais ces syndicats ne peuvent se laisser destabiliser par des forces qui, faute de trouver un canal politique, y rentrent avec la détermination de vouloir leur faire jouer le rôle d'un parti. Les organisations syndicales ne sont pas des partis politiques et vouloir leur faire assumer ce rôle serait tout simplement les détruire. Par contre, lorsque la société industrielle est arrivée à un certain niveau de développement et de complexité, les forces syndicales appelées de plus en plus souvent à négocier la défense des libertés et des intérêts des travailleurs, soit au niveau industriel, soit au niveau économique, ne peuvent pas se passer d'une représentation politique.

Pour autant les ouvriers et tous les travailleurs du Québec ne vivent ni ailleurs, ni dans un passé aussi prestigieux fut-il. Il s'agit donc de constituer un mouvement qui ne se contentera plus de glorieux rappels historiques ou de commodités positions critiques alliées à des futurs utopiques, mais qui proposera aux travailleurs des objectifs et des moyens d'action ici et maintenant.

Beaucoup de groupements depuis près de vingt ans ont oeuvré dans ce sens. Chaque fois qu'ils ont voulu participer au jeu électoral, ils se sont fait écraser et n'ont fait que rassurer et encourager les adversaires du socialisme. Avec ces pratiques - inévitables il faut le dire, dans un pays qu'on a si soigneusement chloroformé idéologiquement pendant tant de décennies - il est temps de rompre.

Les critiques ne suffisent plus, il s'agit de bâtir. Le disque de la critique du capitalisme, même dans ses arguments les plus puissants, n'est souvent plus

¹ C'est sur cette formule adoptée par le P.S.Q. en 1962 que ce parti s'est séparé du N.D.P.

entendu, voire il suscite des réactions hostiles de la part de ceux qui n'ont pas eu la bonne fortune d'apprendre à dissenter des plus fines subtilités de la dialectique. On ne peut pas non plus réduire les explications à des systèmes tellement scientifiques qu'ils ne laissent aucune liberté aux acteurs et n'entraînent que la passivité ou l'action inutile. Il s'agit, sans abandonner la réflexion proprement théorique, de trouver cependant une plate-forme d'objectifs à court, moyen et long termes assortis des moyens pour les atteindre. Les bureaucraties érigent les moyens en fins et les utopies effacent les moyens pour ne présenter que des fins-miracles. De ces critiques sans projets, de ces fins sans moyens et de ces moyens sans fin, les travailleurs sont saturés.

Nous ne savons pas quel est l'avenir du parti aujourd'hui au pouvoir. Il faut reconnaître tous les aspects positifs de sa politique. Il faut aussi montrer ses faiblesses et ses erreurs. Lui rappeler qu'il n'a pas cessé depuis son arrivée au pouvoir de présenter à l'opinion l'image d'un parti qui faisait une place de plus en plus importante à ses forces issues du courant libéral.

Mais ce parti a recueilli un nombre de voix ouvrières rarement égalé. Il comporte dans ses rangs de nombreux travailleurs convaincus qu'à travers l'indépendance ils aboutiront à la libération sociale et politique de leur classe. Il ne me semble pas que ces travailleurs soient plus aliénés que d'autres. Ils ont adopté une stratégie et sont actifs. Les critiques mécaniques et superficielles ne feraient que les isoler dangereusement. Il ne faut pas oublier que beaucoup de partis socialistes sont nés de scissions à l'intérieur des partis libéraux ou radicaux. C'est la réunion de ceux qui avaient acquis une expérience dans ces partis et de ceux qui militaient syndicalement qui a souvent permis la naissance des partis ouvriers. Après tout n'est-ce pas d'une scission qu'est né le mouvement souveraineté-association sur la question nationale. La même scission pourrait se produire à l'intérieur du PQ, cette fois sur la question sociale.

Les ouvriers qui ont donné leur voix au PQ avaient sûrement plus le désir de sortir de la crise économique que celui d'une nouvelle loi linguistique. Là se trouve l'ambiguïté fondamentale où s'est placé le PQ en menant campagne sur l'incapacité du gouvernement libéral de régler les problèmes de l'heure et en mettant la pédale douce, très douce, sur l'indépendance. Or ces mêmes travailleurs vont se retrouver aux tables de négociation avec l'état patron. Celui-ci aura-t-il les moyens et la volonté de satisfaire leurs aspirations ? Ceci comme on le sait concerne plus particulièrement la CSN et la CEQ. Mais si se poursuit le mouvement de fermeture et de déplacement d'entreprises appartenant à de grandes compagnies nationales et multinationales, de quels moyens disposera le gouvernement et quelle volonté manifesterait-il d'empêcher ces fuites d'emplois et de capitaux. Seraient-ils prêts à nationaliser en mobilisant la population comme le fit Nasser avec le canal de Suez ? Il y a peu d'indices d'une telle volonté politique. Les syndiqués de la FTQ se trouvent plus

souvent dans ces entreprises. Ne seront-ils pas amenés à tirer des conclusions semblables à celles de leurs confrères de la CSN et de la CEQ ?

Il faut donc, en toutes hypothèses poursuivre les analyses et les actions qui assurent la défense et le progrès des classes laborieuses soit qu'en soutenant la gauche du PQ on empêche celui-ci de glisser trop à droite, soit qu'en poursuivant l'objectif socialiste on soit prêt à constituer une nouvelle force avec ceux que le PQ aurait par trop désillusionné. D'autre part, il y a le très grand nombre de ceux qui ne se sont pas impliqués dans le PQ et qui aspirent à voir naître un parti des travailleurs. Pour ma part, je ne crois pas que le temps soit déjà venu de mettre un nouveau parti sur la carte. Dès que cette voie est empruntée, en effet, une succession d'étapes s'enclenchent, on rentre dans l'électoratisme, les tactiques, les ambitions et les attaques personnelles on fait trop souvent de la politique du café de commerce. Il me semble de loin préférable de mettre en route un mouvement socialiste, à travers des efforts déjà entrepris, en multipliant les comités d'action pour un mouvement socialiste capable de veiller au présent et à l'avenir. On ne bâtira rien de

solide et d'envergure si l'accent est placé sur des débats théoriques dont s'évacuent très vite les travailleurs devant trop de discours savants. Il faut coller aux problèmes d'ici, sans oublier leur liaison avec ceux d'ailleurs, il ne faut pas promettre qu'on rasera gratis demain alors même qu'on sait que pendant un certain temps il se pourrait qu'on rase moins ou plus cher, mais on peut reprendre ses projets, on peut se mettre à bâtir une société nouvelle en s'efforçant de trouver des solutions adaptées à la fin du XXe siècle.

Le bilan du PQ, au bout d'un an, c'est aussi cette ouverture, longtemps attendue, au socialisme. Le PQ au pouvoir montre les obstacles de l'indépendance. Ceux qui dans le PQ ont gardé une vision résolument socialiste pour l'avenir du Québec frayent une voie difficile. Cependant on ne relèvera pas le défi des états associés socialistes si l'on ne s'appuie pas résolument sur les forces sociales qui affrontent depuis toujours les mêmes adversaires que rencontrera ce projet. Elles seront nécessairement au centre de cette lutte mais elles doivent être capables de forger des alliances et de ne pas tracer des programmes qui se transformeraient en exclusives. Les organisations syndicales sont au centre de ces forces, aucune loi, aucun parti ne pourra les empêcher de jouer ce rôle historique.

Fin du texte.